

LES INFOS POINT DU 24/03

2020 – Mars Mesures

Bonjour à tous et toutes,

Début de la deuxième semaine...on reste en ligne pour les infos du moment :

Rappel : Les infos sont transmises au fur et à mesure qu'elles arrivent, du coup si vous n'avez pas d'infos pratiques sur certains points... c'est qu'elles ne sont pas encore disponibles :

Il n'est donc pas utile de demander à Maidais, ou à votre syndicat, comment faire ? S'il n'y a pas eu de communication plus précise c'est que nous ne pouvons pas vous en dire plus.

Il est aussi prématuré de contacter votre centre des impôts pour avoir une procédure et/ou un formulaire sur l'aide 1500€, ce n'est pas encore opérationnel voir ci-dessous.

Rappel : On a 3 catégories d'aides :

- **Décaler des échéances pour soulager votre trésorerie**
- **Une aide de 1500€ sous conditions,**
- **Des fonds d'aides exceptionnelles sur dossier**

Voir les infos envoyées par votre syndicat, le SNAM (Lettre n°01 à 05 en ligne sur www.snam.pro page « Coronavirus »)

**Mise à jour sur l'aide 'Fonds de solidarité Indépendants » -
SI besoin les infos « prêts bancaire BPI France »**

AIDE DE 1500 Euros Modalités

Rappel

Un « salaire minimum de survie » de 1 500 euros par mois (il pourrait être modulée dans des conditions qu'il reste à définir) va être mis en place pour les indépendants :

Pour quel indépendants ?

Tous, régime classique ou micro entrepreneurs

ATTENTION il faut qu'il s'agisse de **votre activité principale**

Sur quels critères ?

Moins d'un million de recettes (là on est bon) et :

Soit • Diriger une entreprise dont la fermeture a été demandée pour des raisons sanitaires, comme c'est notamment le cas dans les secteurs de la restauration (160.000 entreprises), du commerce non alimentaire (140.000), **du tourisme** (100.000) par exemple.

Soit • Diriger une très petite entreprise (quel que soit le secteur) **dont le chiffre d'affaires s'est effondré d'au moins 70% entre mars 2019 et mars 2020**. Précision : il convient de comparer les chiffres d'affaires de ces deux mois (et non d'effectuer un calcul sur l'ensemble de l'année écoulée).

A qui on demande ?

L'aide sera versée automatiquement par la direction générale des finances publiques (DGFIP), sur simple déclaration. (Déclaration sur l'honneur)

Quand ?

A compter du 31/03

En pratique ...on ne sait pas encore les textes de mises en place ne sont pas encore parus **mais on a quelques infos en plus sur la page [impot.gouv](http://impot.gouv.fr) (lien ci-dessous)**

1/ Un mode de calcul est mis en place pour ceux qui n'étaient pas encore installé au 01/01/2019
2/ Un formulaire va **certainement** (pas de réponse définitive sur le sujet pour l'instant) être à remplir via « l'espace entreprise » sur [impots.gouv](http://impots.gouv.fr), **donc si vous ne l'aviez pas déjà fait, ouvrez votre espace professionnel en ligne** ...voir les modalités en fin de document...attention ça prend plusieurs jours donc faites le maintenant.

NB : Bénéficiaire de cette aide n'exclue pas de faire une demande exceptionnelle auprès de l'Urssaf et/ ou de la Cipav mais il vous faudra constituer un dossier plus complet (voir le formulaire Urssaf joint à la lettre d'info n° 01 en ligne sur www.snam.pro page coronavirus) et le site de la Cipav.

Sur la page ci-dessous les infos seront mises à jour régulièrement :

<https://www.impots.gouv.fr/portail/node/13467>

Extrait des infos concernant l'aide de 1500€, dénommée « Fonds de Solidarité »

*« Le fonds de solidarité est l'une des traductions de la solidarité nationale. Il vise à compléter les mesures de trésorerie déjà annoncées. Il doit permettre de soutenir, à titre temporaire, les entreprises appartenant aux secteurs les plus touchés par la crise, en leur proposant des aides leur permettant de surmonter cette situation. Ce fonds, qui sera alimenté par l'État et les Régions, va être mis en place par la loi et **il sera opérationnel à compter de début avril**. Il aura deux niveaux : un pour faire face à la perte d'activité, l'autre pour prévenir les faillites.*

À ce stade, il est prévu de l'ouvrir aux entreprises **de moins de 10 salariés** indépendantes (à l'exclusion de celles appartenant à un groupe de sociétés), **quel que soit leur statut** (entreprise individuelle, y compris micro-entrepreneur, indépendants et sociétés) et qui :

- ont un chiffre d'affaires en 2019 inférieur à 1 M€ ; **pour les entreprises n'existant pas au 1^{er} mars 2019**, le CA à prendre en compte sera le CA mensuel moyen, qui devra être inférieur à 83 333 euros entre la création de l'entreprise et le 1^{er} mars 2020 ;
- auront fait l'objet d'une fermeture par décision de l'administration ou qui appartiennent à un secteur particulièrement touché (hébergement, restauration, activités culturelles et sportives, événementiel, foires et salons, transport-entreposage) ;
- auront subi une perte de CA durant la période comprise entre le 21 février et le 31 mars 2020, par rapport à l'année précédente, supérieure à 70 %.

Nous estimons qu'environ 400 000 entreprises seraient concernées

Le second volet sera ouvert aux entreprises éligibles au premier volet et faisant face à une impasse de trésorerie. Il sera activé normalement à compter du 15 avril, avec une instruction par les Régions.

À ce stade, 1 500 euros pour les entreprises avec une perte de CA de plus de 1 500 euros.

Pour celles avec une perte de CA inférieure ou égale à 1 500 euros, un versement du montant de la perte de leur CA durant la période, par rapport à la même période de l'année précédente.

Pour le premier volet, la DGFIP travaille actuellement à développer une solution simple qui permettra aux demandeurs, dès le début d'avril, de remplir un formulaire via l'espace « entreprises » du site impots.gouv.fr avec les informations indispensables au traitement de leur demande (SIREN/SIRET, RIB, montant du CA, montant de l'aide demandée et déclaration sur l'honneur certifiant que les renseignements fournis sont exacts). »

Comment créer son espace professionnel sur impots.gouv.fr ?

Pour créer votre espace professionnel, vous devez faire une demande de création d'espace en ligne auprès de votre service des impôts des entreprises (SIE).

Deux modes vous seront proposés : le mode simplifié et le mode expert, **choisissez le mode simplifié**. Il s'adresse aux professionnels qui veulent créer un espace pour le compte de leur entreprise. Si vous optez pour le mode simplifié, connectez-vous sur impots.gouv.fr, à la rubrique « Votre espace professionnel » puis « Créer et activer mon espace professionnel ». Renseignez le **numéro SIREN de votre entreprise**, une adresse électronique valide, un mot de passe et les coordonnées de l'espace titulaire.

Votre service des impôts vous enverra un code d'activation par voie postale dès la validation de votre demande de création d'espace. Vous disposerez alors d'un délai de **30 jours** pour activer votre espace et renseigner vos coordonnées bancaires. Vous pourrez ensuite accéder immédiatement aux services en ligne.

Demande d'aides exceptionnelles

Urssaf : Un modèle de formulaire de demande d'aide a été joint à la lettre d'info n° 01 en ligne sur www.snapm.pro page coronavirus.

Cipav : Voir sur leur site les modalités d'envoi de mails pour demander une aide

Localement il se peut que des actions soit mises en place, un référent la **DIRECTTE** Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi. <http://direccte.gouv.fr/>

Prêts trésorerie BPI France

Des prêts y compris pour les TPE (Très Petites Entreprises) si vous avez besoin de cash pour tenir : Exemple « Prêt rebond » 10 000€ sur 7 ans avec 2 ans de différé, modalités selon les régions : Pour en savoir plus

<https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Actualites/Coronavirus-Bpifrance-active-des-mesures-exceptionnelles-de-soutien-aux-entreprises-49113>

Prenez soin de vous, Anne pour Maidais et Aledes, avec le soutien des coéquipières d'Aledes Christine et Manon